

Service Environnement
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 22/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL DE LESCOAT

LIEU DIT LESCOAT
29830 Plouguin

Références : Arrêté Préfectoral n° 14-2010 AE du 16 janvier 2010
Code AIOT : 0052902742

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement EARL DE LESCOAT implanté LIEU DIT LESCOAT 29830 Plouguin. L'inspection a été annoncée le 17/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DE LESCOAT
- LIEU DIT LESCOAT 29830 Plouguin
- Code AIOT : 0052902742
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage porcin autorisé par arrêté Préfectoral n° 14-2010 AE du 16 janvier 2010 pour un effectif de 3981 animaux équivalents

Site de Mengleuz – Coat Meal : 127 porcs reproducteurs, 500 porcelets, 10 cochettes non saillies. Site de Justissou Plouguin : 227 porcs reproducteurs, 1920 porcs charcutiers et cochettes non saillies Site de Lescoat à Plouguin : 1260 porcelets et 624 porcs charcutiers et cochettes non saillies.

L'élevage a été repris par Monsieur Eric Terrom il y a 2 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque de déversement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 2 | Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |
| 5 | Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 7 | Collecte des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 10 | Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 11 | Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 14 | Défense externe conte l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Lettre de suite préfectorale | 4 mois |
| 16 | Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Lettre de suite préfectorale | 15 jours |
| 17 | Installations électriques et techniques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 18 | Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15 | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Respect des effectifs d'animaux | Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 1.2.1 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| | autorisés | | |
| 3 | Intégration paysagère et propreté des installations | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | Sans objet |
| 4 | Étanchéité des bâtiments | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I | Sans objet |
| 6 | Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III | Sans objet |
| 8 | Absence de rejets directs d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25 | Sans objet |
| 9 | Collecte des eaux de pluie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24 | Sans objet |
| 12 | Nettoyage des locaux et prévention des insectes et rongeurs | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 | Sans objet |
| 13 | Accessibilité aux services de secours | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | Sans objet |
| 15 | Défense interne conte l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Sans objet |
| 19 | Tenue du registre des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 | Sans objet |
| 20 | Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA) | Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La production porcine est moindre que l'autorisation ne le permet puisque le site de Lescoat a cessé tout comme le site de Mengleuz.

Un dossier de mise à jour des conditions d'exploitation devra être déposé afin de prendre en compte les modifications au niveau des effectifs. Par ailleurs, celui ci devra contenir une demande d'aménagement des prescriptions applicables pour l'exploitation d'un forage à moins de 35 mètres des bâtiments et annexes d'élevage.

La déclaration d'existence devra être réalisée accompagnée des analyses bactériologiques et chimiques sur eaux brutes, En outre le couvercle du forage devra être sécurisé par un cadenas ou un autre système et une dalle en béton devra être faite autour du citerneau.

La cuve servant au groupe électrogène devra être remplacée par une cuve double paroi ou un dispositif de rétention devra être réalisé autour.

Le contrôle des installations électriques devra être réalisé, tout comme la validation par le SDIS de la ST02 comme moyen de défense externe contre l'incendie.

Enfin le trou au niveau du point du pompage devra être sécurisé par un grillage ou une dalle et le regard de drain au niveau de la lagune devra être dégagé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs d'animaux autorisés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 1.2.1 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral n° 14-2010 AE du 16 janvier 2010 pour un effectif de 3981 animaux équivalents (Site de Mengleuz – Coat Meal 127 porcs reproducteurs, 500 porcelets, 10 cochettes non saillies. Site de Justissou Plouguin 227 porcs reproducteurs, 1920 porcs charcutiers et cochettes non saillies et site de Lescoat à Plouguin 1260 porcelets et 624 porcs charcutiers et cochettes non saillies). |
| Constats : Monsieur Terrom exploitant de la SCEA DE LESCOAT a repris l'élevage il y a 2 ans environ. Le site de Lescoat est à l'arrêt depuis 8 mois. Le site de Justissou est toujours exploité avec un effectif de moins de 2000 places d'engraissement. Un dossier d'enregistrement sera présenté afin de mettre à jour les conditions d'exploitation. Les effectifs porcins produits déclarés dans la DFA (7348 porcs charcutiers). Lors de la visite d'inspection l'arrêt du site de Lescoat a été constaté, l'exploitant nous a indiqué que les préfosse avaient été vidées, les deux fosses extérieures sont sécurisées, une d'entre elle contient uniquement de l'eau, l'autre du lisier qui doit être évacué au printemps prochain. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 |
| Thème(s) : Élevage, Dispositions générales : mise en oeuvre du projet |
| Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation. |
| Constats : Les conditions d'exploitation de l'élevage porcin ont évolué depuis l'arrêté de 2010. Un dossier de mise à jour des conditions d'exploitation devra être déposé. Par ailleurs Monsieur Terrom exploite d'autres sites sous d'autres entités, c'est pourquoi il prévoit un projet de restructuration globale de l'ensemble de ses sites. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 3 : Intégration paysagère et propreté des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 |
| Thème(s) : Élevage, Dispositions générales : tenue des abords de l'installation |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| Constats : Les abords sont entretenus cependant le jour de la visite différents matériaux et déchets étaient entreposés sur le site. L'exploitant est actuellement en travaux (réfection des poutres sur lesquels reposent les caillebotis dans certaines salles). Il a déclaré avoir commandé une benne à une société spécialisée. Elle sera positionnée sur un des sites mais servira à l'ensemble des sites d'élevage. |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|--|

N° 4 : Étanchéité des bâtiments

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
|---|

Prescription contrôlée :

Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

Constats :

L'inspection des parties visibles a permis de constater l'absence de suintement ou d'écoulement extérieur.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|--|

N° 5 : Étanchéité des ouvrages de stockage d'effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
|--|

Prescription contrôlée :

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Constats :

La vérification de la ST01 (fosse aérienne) a permis de constater l'absence de suintement sur les extérieurs de paroi et l'absence de d'écoulement hors de l'ouvrage. Le regard de drain de la fosse circulaire STO1 ne présente pas de traces d'écoulement de lisier. La lagune présente sur le site sert pour la SAS de KERENES (même exploitant), l'exploitant ayant relié le réseau d'irrigation de la SAS KERENES à la lagune du site de Justissou afin de disposer de stockage supplémentaire. Présence de végétation dans l'angle sud ouest de la lagune qui pourrait détériorer la bâche et impossibilité de vérifier le drain de la lagune à cause de la présence d'un caillou et de gravats de l'ancienne dalle de protection du regard.

Demande de l'inspection : Retirer la végétation présente autour de la lagune et dégager le caillou et la plaque bétonnée présents dans le regard de drain de la lagune afin de vérifier l'absence d'écoulement.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|---|

| |
|---|
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 6 : Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Prescription contrôlée : Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état. |
| Constats : Les canalisations sont enterrées et non visibles. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Collecte des effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Le lisier de la porcherie P1 est transféré vers la fosse de stockage ST01. Un point de pompage est présent sur le pignon du bâtiment (au niveau du P2, quai d'embarquement). Lors des épandages, le lisier stocké dans la ST01 est renvoyé sous le P2 pour pompage, la pré fosse sous le quai dispose d'un stockage de 150/200 m³ d'après l'exploitant. Ces transferts se font sous la surveillance de l'exploitant, celui doit au préalable ouvrir une vanne qui se trouve au niveau de la ST01. Le volant de la vanne est enlevé après chaque utilisation afin d'éviter les actes de malveillance. L'exploitant a mis à disposition du service d'inspection un plan de masse à jour. Celui-ci présente les circuits de lisier et les circuits d'eaux pluviales. Demande de l'inspection : Sécuriser par un grillage ou une plaque le trou au niveau du point de pompage sur le pignon. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Absence de rejets directs d'effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits. |
| Constats : Absence de constatation de rejets d'effluents dans le milieu |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Collecte des eaux de pluie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. |
| Constats : Le bâtiment d'élevage dispose de gouttières sur une partie du bâtiment seulement, il n'y a pas de descente de gouttières, l'eau s'infiltre directement dans le milieu naturel. Le hangar à céréales est équipé de gouttières. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code. |
| Constats : L'exploitation dispose d'un forage non déclaré au service d'inspection. L'ouvrage est situé à moins de 35 mètres du bâtiment d'élevage. L'exploitant ne fait pas de relevé de compteur. L'élevage est pas ailleurs alimenté par le réseau public en cas de défaillance du forage. La consommation d'eau le jour de l'inspection était de 14070m ³ . <u>Demande de l'inspection :</u> Compléter le formulaire de déclaration d'existence et transmettre les analyses sur eaux brutes (chimiques et bactériologiques). Par ailleurs, dans le dossier de mise à jour des conditions d'exploitation qui sera déposé, il conviendra de joindre une demande d'aménagement des prescriptions applicables pour l'exploitation d'un forage à moins de 35 mètres de bâtiments. Les consommations d'eau devront être relevées mensuellement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 11 : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
| Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé. |
| Constats : |

| |
|--|
| La tête de forage est protégée par un citerneau en béton recouvert d'un couvercle. Le couvercle n'est pas sécurisé pas un cadenas, et il n'y a pas de margelle bétonnée autour de la buse. |
| <u>Demande de l'inspection</u> : Sécuriser le forage avec un cadenas ou autre système et réaliser une dalle bétonnée autour du citerneau |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 12 : Nettoyage des locaux et prévention des insectes et rongeurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 |
| Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents et des pollutions : tenue des locaux |
| Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction. |
| Constats : Un contrat est signé avec une société spécialisée. Un plan des pièges installés sur le site a été présenté. Le dernier passage date du 15/03/2023 |
| Observations : Société APA |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Accessibilité aux services de secours

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. |
| Constats : L'accès au site permet l'intervention des services de secours. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Défense externe contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. |
| Constats : L'exploitant ne dispose pas de moyens de lutte contre l'incendie. Une ancienne fosse (ST02) de 120m3 est pourrait convenir. L'exploitant doit solliciter les services du SDIS afin de faire valider ce dispositif. <u>Demande de l'inspection</u> : joindre attestation du SDIS si le dispositif est validé |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|---|
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 15 : Défense interne conte l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.Ces moyens sont complétés : — s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; — par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. |
| Constats : L'exploitation dispose de 2 extincteurs. Ils ont été vérifiés en mai 2023. |
| Observations : Société ASI. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : — le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; — le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; — le numéro d'appel du SAMU : 15 ; — le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. |
| Constats : L'exploitant a présenté une affiche de consigne de sécurité mais celle-ci n'était pas affichée dans le bâtiment. <u>Demande de l'inspection : Afficher dans le bâtiment l'affiche présenté</u> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 17 : Installations électriques et techniques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) |

| |
|---|
| <p>sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> |
| <p>Constats : Le contrôle des installations électriques sera effectuée après les travaux de réfection des boîtiers électriques. L'électricien était sur site, le jour de l'inspection. <u>Demande de l'inspection : Transmettre le justificatif de contrôle des installations électriques</u></p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 18 : Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> |
| <p>Constats : Le site dispose d'un groupe électrogène qui ne dispose pas d'une cuve double paroi. <u>Demande de l'inspection : Procéder à une rétention ou s'équiper d'une cuve double paroi. Joindre le justificatif (photo ou facture)</u></p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |

| |
|---|
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 19 : Tenue du registre des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. |
| Constats : L'exploitant a présenté un registre des risques dans lequel figure un plan du site matérialisant les zones à risques. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 20 : Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse : DFA |
| Prescription contrôlée : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. |
| Constats : L'exploitant a réalisé sa déclaration annuelle des flux d'azote pour la campagne culturale 2021-2022. |
| Type de suites proposées : Sans suite |